

PLAN CONJOINT DE RETOUR ET DE RÉINTÉGRATION DES RÉFUGIÉS. 2021

Janvier - décembre 2021



Photo de couverture :

Un jeune réfugié burundais se lave les mains avant de monter dans un bus avec sa famille pour rentrer volontairement chez lui après avoir vécu en exil au Rwanda depuis 2015.

©HCR/Eugène Sibomana

Table des matières

AVANT - PROPOS.....	4
Introduction.....	6
Contexte.....	7
Champ d'application du plan JRRRP.....	8
Soutien aux pays d'origine et au rapatriement volontaire.....	10
Mise en relation des cadres d'aide Humanitaire & de Résilience.....	11
Analyse des besoins.....	13
Stratégie et réponse planifiée.....	20
Stratégie globale.....	20
Réponse planifiée.....	22
Rapatriement - Intervention immédiate pour répondre aux besoins humanitaires.....	22
Réintégration - Résilience et développement.....	25
Réponse prévue pour la réintégration.....	27
Partenariat et coordination.....	32
LES TABLEAUX D'EXIGENCES FINANCIERS.....	33
Par agence et type.....	33
Par secteur et type.....	33

AVANT - PROPOS

Ce Plan conjoint de retour et de réintégration des réfugiés (2021) découle d'un engagement fort des autorités burundaises, du HCR, du PNUD et de leurs partenaires à soutenir des solutions durables pour les réfugiés de retour, de manière à leur permettre de reconstruire leur vie dans la dignité et la paix. Le plan prévoit la mise en œuvre d'activités qui renforcent l'autonomie des réfugiés de retour, améliorent la résilience des rapatriés et des populations locales dans les zones de retour, et favorisent la cohésion sociale et la coexistence pacifique, contribuant ainsi à la stabilité de la région des Grands Lacs dans son ensemble.

Depuis 2017, plus de 120 000 Burundais sont retournés dans leur pays. Malgré la pandémie COVID-19, qui a entraîné des restrictions de mouvement tant internationales que nationales, près de 41 000 réfugiés sont rentrés au Burundi en 2020, en provenance de la Tanzanie, du Rwanda, de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Ouganda et du Kenya. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre en 2021.

L'intérêt croissant manifesté par les réfugiés pour le retour au Burundi, combiné au contexte difficile, met en évidence la nécessité d'interventions innovantes et à long terme pour aider les rapatriés et les communautés d'accueil à atteindre l'autonomie et la résilience. Dans cette optique, la présente stratégie se concentre sur la mise en œuvre de projets de subsistance, la recherche de marchés pour l'exploitation des chaînes de valeur, et le renforcement des programmes d'accès et d'amélioration des services de santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, de la protection sociale et des droits de l'homme, grâce à une approche inclusive, dirigée par le pays et par la communauté.

Le gouvernement du Burundi s'efforce de faire en sorte que les rapatriés puissent se réintégrer dans leurs communautés en favorisant leur intégration économique et sociale par le biais de son organe institutionnel, la Direction générale du rapatriement, de la réinstallation, de la réintégration des rapatriés et des personnes déplacées par la guerre. Diverses initiatives sont mises en place, notamment la Stratégie nationale pour la réintégration socio-économique des victimes de catastrophes (2017-2021) adoptée par le Conseil des ministres en 2017 et le Plan national de développement pour la période 2018-2027, qui vise un triple objectif : la protection juridique des réfugiés rapatriés dans les zones de réintégration, le renforcement des conditions de sécurité dans les communautés d'accueil et le soutien au processus d'accueil, et la plate-forme nationale sur la réintégration des rapatriés, pour n'en citer que quelques-unes.

Nos efforts exigent la coopération et la participation d'un large éventail d'acteurs pour soutenir un rapatriement sûr et digne, rétablir les droits individuels au niveau local et soutenir le renforcement des structures étatiques et locales nécessaires pour assurer une réintégration durable. Le succès de ce Plan conjoint pour le retour et la réintégration des réfugiés (2021) dépendra fortement de la mobilisation d'un financement suffisant et opportun. En conclusion, le gouvernement du Burundi est convaincu que ce Plan représente une étape importante dans la recherche de solutions et pourrait fixer les repères pour des perspectives de développement à plus long terme bénéficiant à la fois aux communautés de retour et aux communautés locales, qui restent les acteurs principaux tout au long de ce processus.

Commissaire de Police Chef, Gen. Gervais Ndirakobuca
**Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire
 Et de la Sécurité Publique**

RÉPONSE PLANIFIÉE

143,000

RETOURS PRÉVUS EN
2021

120,000

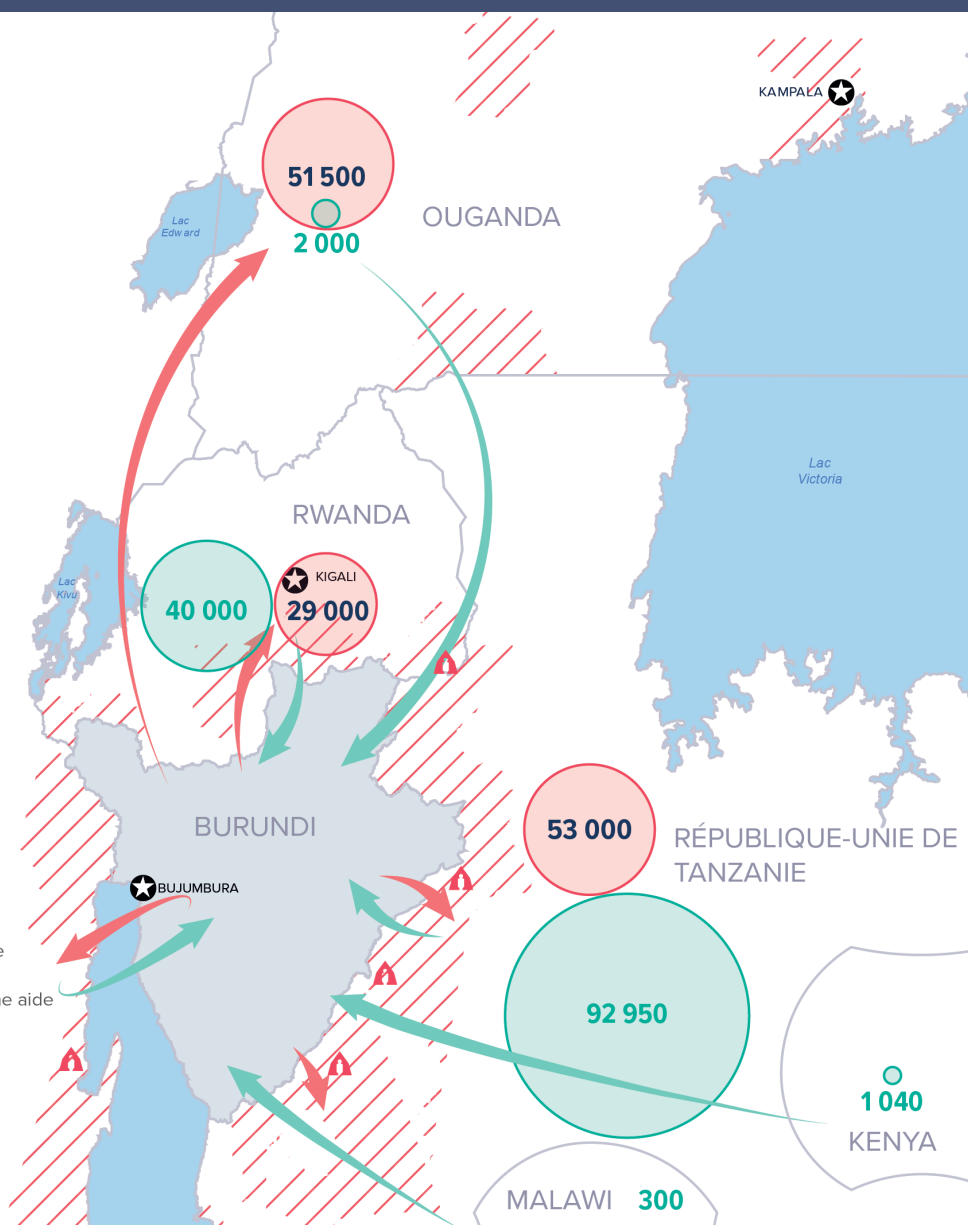
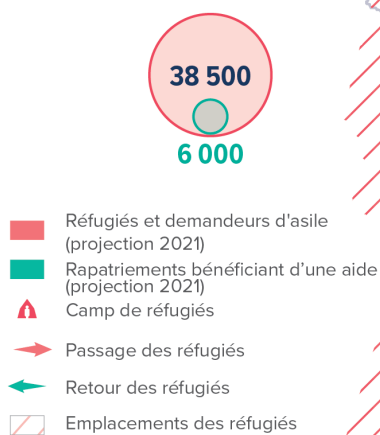
REFUGIÉS ASSISTÉS AU
RETOUR À LA FIN 2020

US\$ 104.3M

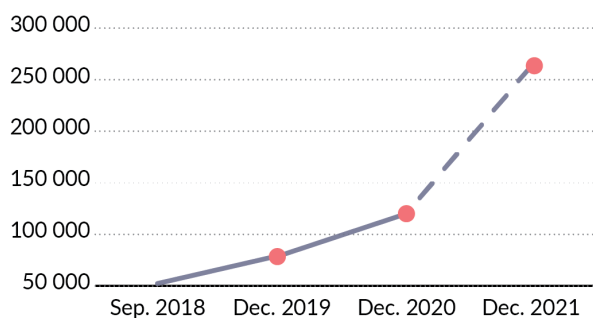
BESOIN FINANCIER EN
2021



RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO (RDC)



Courbe de tendance des rapatriements 2018 - 2021



Introduction

Le Plan conjoint de retour et de réintégration des réfugiés en 2021 est un plan d'intervention intégré interagences comportant à la fois des composantes humanitaires et de développement, conçu pour soutenir le retour dans la sécurité et la dignité des réfugiés burundais dans la sous-région et au-delà, et pour promouvoir leur résilience et leur réintégration durable. La durabilité du retour des réfugiés au Burundi est indispensable pour la sécurité nationale et régionale et pour la réalisation d'un développement progressif au Burundi et dans la région.

Suite à l'élection du président Ndayishimiye en juin 2020 et à son appel au retour des Burundais vivant en exil, un intérêt accru pour le retour volontaire a été observé dans différents pays accueillant des réfugiés burundais. En effet, la stabilité relative qui a prévalu après les élections et la transition politique pacifique ont permis de rechercher des solutions durables pour des milliers de réfugiés burundais dans les pays voisins et d'autres plus lointains.

Cependant, la situation socio-économique et politique au Burundi continue d'avoir un impact négatif sur la vie des Burundais. Selon le Rapport sur le développement humain 2020, le Burundi est classé 185ème sur 189 dans l'Indice de développement humain (IDH). La Banque mondiale estime que 75 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, le chômage des jeunes s'élevant à 65 % selon la Banque africaine de développement. Le Burundi a l'un des taux de retard de croissance les plus élevés au monde, estimé à 54 % (JANSFA 2019) et les enfants des zones rurales sont plus exposés au risque de retard de croissance que leurs homologues urbains. Les réfugiés rapatriés font partie des segments les plus vulnérables de la population et les régions où ils retournent en grand nombre, comme Makamba, Kirundo et Ruyigi, sont parmi les plus pauvres et les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique du Burundi, manquant d'infrastructures sociales et économiques adéquates. Ces provinces sont également touchées par l'impact socio-économique de COVID-19. Dans ce contexte, la réintégration socio-économique des quelque 400 000 réfugiés burundais qui devraient rentrer au pays dans les prochaines années ne peut être soutenue sans une aide au développement importante.

Outre les défis socio-économiques, le Burundi est confronté aux complications supplémentaires provoquées par la pandémie COVID-19¹. Le 16 mars 2020, le Burundi a décidé de fermer ses frontières et l'aéroport international Melchior Ndadaye pour empêcher la propagation du virus, une mesure qui est restée en place jusqu'au 10 novembre 2020, date à laquelle l'aéroport a été réouvert aux vols commerciaux. Dans le contexte de la pandémie, le processus de rapatriement volontaire (VolRep) s'est poursuivi sans interruption jusqu'à la mi-mai 2020, où il a été à nouveau suspendu, en liaison avec le début de la période électorale. Le HCR et ses partenaires ont profité de cette pause pour mettre en place des mesures de prévention COVID-19 adéquates, des infrastructures de contrôle et des procédures de test pour les rapatriés à leur arrivée au Burundi. Les activités de VolRep ont repris le 2 juillet en Tanzanie, puis au Rwanda et en RDC, et en Ouganda vers la fin de l'année, avec une augmentation considérable des retours mensuels, en moyenne 7 000 personnes/mois en septembre et novembre 2020.

Alors que de graves problèmes socio-économiques se posent dans les zones de retour, aggravés par la pandémie COVID-19, il est impératif que les acteurs humanitaires et du développement aux niveaux provincial et communal travaillent conjointement pour soutenir un processus de retour et de réintégration durable. Outre le droit au retour dans la sécurité et la dignité, les rapatriés ont droit aux mêmes droits ainsi qu'à un accès égal aux services, aux biens de production et aux opportunités que les autres citoyens. Reconnaisant l'importance de promouvoir une réintégration durable, le Burundi a publié en 2017 sa Stratégie nationale pour la réintégration socio-économique des victimes touchées par le déplacement forcé 2017-2021.

(Stratégie Nationale de Reintegration socio-économique des personnes sinistrées au Burundi) qui articule les trois priorités du gouvernement en matière de réintégration, à savoir:

- 1) permettre aux personnes déplacées d'avoir accès à des terres et à des abris lors de leur retour dans les zones de résidence choisies.

¹ En novembre 2020, selon l'OMS et le ministère burundais de la santé, le Burundi a enregistré un total de 689 cas positifs et un décès depuis le début de la pandémie.

- 2) offrir des opportunités économiques avec un soutien aux marchés locaux et à la création d'emplois. et
- 3) permettre une pleine cohésion sociale avec une participation à la vie communautaire, associative et sociale.

La communauté internationale adopte une approche globale pour soutenir le processus de rapatriement volontaire et de réintégration du Burundi et la mise à profit des synergies entre l'humanitaire et le développement. Le JRRRP 2021 s'efforce de réaliser ces synergies en établissant un lien entre les interventions humanitaires et les interventions de résilience/développement. Un soutien solide de la part des donateurs et des autres parties prenantes est essentiel pour assurer la réintégration durable des réfugiés qui sont déjà rentrés chez eux et de ceux qui devraient rentrer au cours de l'année ou des années à venir.

Contexte

Alors que les conditions au Burundi ne sont pas encore propices pour permettre la promotion du rapatriement volontaire, le HCR soutient les réfugiés burundais dans l'exercice de leur droit au retour, pour autant que leur décision soit volontaire, libre et informée, et que leur retour se fasse dans la sécurité et la dignité.

La crise politique de 2015 a ralenti la trajectoire de développement économique du pays, limitant ainsi la consolidation de la paix et la cohésion sociale. La hausse du chômage et l'effondrement des services sociaux ont entraîné une forte détérioration des conditions de vie. Au lendemain de la crise politique, les sanctions internationales et l'insécurité ont affecté l'économie du pays, entraînant l'instabilité du marché, la hausse des prix, l'insécurité alimentaire et la pénurie d'approvisionnement. En 2019, le Burundi a connu des pénuries de carburant et de devises encore plus fréquentes et graves, ce qui a contribué à l'essor du marché noir.

Avec une population d'environ 12 millions d'habitants, le Burundi est l'un des pays les plus densément peuplés. Selon les Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2020 du Fonds monétaire international, le PIB par habitant du Burundi s'élevait à un faible montant de 267 dollars. L'économie reste fortement dépendante de l'agriculture, qui représente plus d'un tiers de la production intérieure brute (PIB) du pays. La faible productivité agricole (la plus faible de la région) et l'insuffisance des capacités de transformation et de valeur ajoutée, combinées au déséquilibre des échanges commerciaux et au faible accès à l'électricité (4 %) ainsi qu'à l'aggravation des effets du changement climatique (sécheresse, inondations, glissements de terrain et érosion) continuent de ralentir la croissance économique. Classé 171^e sur 181 pays en matière de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique, selon l'initiative mondiale d'adaptation de Notre Dame, le Burundi est très vulnérable aux chocs extérieurs, tels que les sécheresses, l'érosion des sols, les glissements de terrain, les inondations, les vents violents, les pluies torrentielles, et les conflits et litiges fonciers qui en découlent.

Le retour des réfugiés et, parfois, d'autres déplacements exercent une pression supplémentaire sur les communautés burundaises déjà extrêmement vulnérables et fragiles. La plupart des réfugiés sont retournés dans les provinces de Makamba, Kirundo et Ruyigi, qui comptent parmi les plus pauvres et les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique au Burundi (UN INFORM 2020), et qui ne disposent pas des infrastructures sociales et économiques nécessaires à une réintégration durable des réfugiés rapatriés. Ce sont également les provinces qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et de victimes de catastrophes naturelles (HRP 2020) confrontées à une insécurité alimentaire persistante. Les défis à relever dans les zones de retour les plus importantes sont les suivants:

- Pénurie de financement pour les interventions humanitaires et le soutien au développement ;
- Les préoccupations liées à la fragilité de l'environnement sociopolitique, aux dynamiques interethniques et aux violences localisées;
- Les préoccupations et les besoins de protection en transit des pays d'asile;
- Les besoins spécifiques des femmes et des enfants rapatriés;
- Difficultés à localiser les réfugiés rapatriés afin de déterminer leurs besoins en matière de protection et d'assistance matérielle;
- Insuffisance des programmes de génération de revenus permettant aux populations rurales de diversifier leurs moyens de subsistance et de renforcer la résilience des ménages;

- Des mécanismes d'adaptation inefficaces ou négatifs face à l'insécurité alimentaire;
- Pénurie de terres, aggravée par l'absence de mesures de compensation pour les propriétés des familles expropriées, et par l'épuisement des sols qui en résulte;
- Les défis liés au renforcement et à l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé et des services WASH en tant que services de base primaires pour garantir la durabilité des retours;
- Les complications liées à la mise en œuvre d'une approche nuancée pour l'inclusion des rapatriés dans les systèmes locaux et nationaux; et
- Il n'y a pas de risque de poursuite des déplacements ou de nouveaux déplacements. Les services de base et la protection ne sont pas en place dans les zones de retour. La nécessité de renforcer l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène en tant que services de base primaires pour assurer la durabilité des retours; et
- Risque de poursuite des déplacements si les services de base et la protection ne sont pas en place dans les zones de retour.



Champ d'application du plan JRRRP

La JRRRP 2021 représente une réponse intégrée aux besoins humanitaires immédiats ainsi qu'aux besoins de résilience et de réintégration à plus long terme des rapatriés burundais et de leurs communautés de retour. En 2021, le Burundi devrait recevoir des rapatriés de la République unie de Tanzanie, du Rwanda, de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda et du Kenya.

Le rapatriement volontaire des réfugiés burundais de Tanzanie a commencé en septembre 2017, et 109 419 réfugiés ont été aidés à rentrer chez eux à ce jour. Une augmentation de la tendance au retour depuis la Tanzanie a été observée depuis juillet 2020, portant le nombre total de retours assistés en 2020 à 30 636 personnes. De même, des milliers de réfugiés burundais au Rwanda ont demandé à bénéficier du programme de rapatriement facilité. Ainsi, le 13 août 2020, le HCR a organisé une réunion tripartite, avec la participation des gouvernements du Rwanda et du Burundi, qui a confirmé la validité des principes et des dispositions de l'accord tripartite de 2005 sur le rapatriement volontaire des réfugiés burundais au Rwanda, en plus de l'engagement des participants à travailler ensemble pour faciliter le rapatriement volontaire des

PLAN CONJOINT DE RETOUR ET DE RÉINTÉGRATION DES RÉFUGIÉS. 2021

réfugiés burundais du Rwanda. Depuis le 27 août 2020, près de 8 000 personnes sont revenues du Rwanda, tandis que 12 000 autres ont formellement exprimé leur intention de rentrer. En Ouganda, 600 réfugiés burundais ont également demandé à être aidés à rentrer volontairement au Burundi, 231 ont été aidés à se rapatrier par voie aérienne (avec deux vols charter) en décembre 2020 et le nombre restant à rentrer en janvier 2021. En ce qui concerne les réfugiés burundais en RDC, un total de 1 946 personnes ont été accueillies depuis le 23 septembre 2020, et quelque 6 000 autres ont fait part de leur intention de rentrer. En outre, des discussions tripartites ont eu lieu entre les gouvernements du Burundi et de la Namibie et le HCR concernant le rapatriement volontaire d'environ 500 réfugiés burundais en Namibie.

À la fin du mois de décembre 2020, près de 363 000 réfugiés burundais sont toujours en exil en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda, en République démocratique du Congo, au Kenya, au Mozambique, au Malawi, en Afrique du Sud et en Zambie. Il est important de noter que ce nombre inclut certains réfugiés qui avaient fui leurs foyers au Burundi avant les événements d'avril 2015. On s'attend à ce que 142 890 d'entre eux choisissent de rentrer en 2021, dont 92 950 de Tanzanie, 6 000 de RDC, 40 000 du Rwanda, 2 000 de l'Ouganda et 1 040 du Kenya. L'absence de réponse adéquate aux besoins des rapatriés prévus ne fera pas qu'aggraver les nombreux problèmes de protection et de réintégration auxquels sont confrontés ceux qui sont déjà rentrés, mais pourrait également annuler les progrès réalisés jusqu'à présent, ce qui entraînerait des déplacements secondaires et des mouvements de retour, à l'intérieur du Burundi et en exil au-delà des frontières internationales. En outre, le nombre accru de rapatriés exige l'expansion et la modernisation urgentes des installations d'accueil conformément aux mesures de prévention et d'intervention de COVID-19, en plus de nécessiter un soutien à la réintégration plus solide.

	Aide au retour des réfugiés d'ici le 31 décembre 2020.	Retours projetés (assistés et auto-organisés) d'ici le 31 décembre 2021.
RDC	2,130	6,000
Rwanda	7,896	40,000
Tanzanie	109,419	92,950
Uganda	233	2,000
Kenya	802	1,040
Malawi	-	300
Zambie	9	100
Namibie	-	500
Total	120,494	142,890

Le JRRRP 2021 vise les personnes qui seront rapatriées en 2021, ainsi que celles qui sont déjà retournées au Burundi entre 2017 et 2020 ; l'inclusion de cette dernière catégorie dans le plan est fondée sur le fait que les rapatriés assistés et auto-organisés depuis 2017 n'ont reçu aucune aide à la réintégration ou une aide très limitée à ce jour. Le nombre total de retours de réfugiés auto-organisés est difficile à estimer. Cependant, environ 8 000 personnes ont été identifiées lors du suivi de la protection en 2019. Il semblerait que les retours auto-organisés se soient poursuivis en 2020, en particulier en provenance du Rwanda. La plupart des interventions de réintégration viseront également les membres vulnérables de la communauté d'accueil ; il s'agit d'une mesure visant à faciliter la cohésion sociale et à remédier aux vulnérabilités immédiates.

Plus précisément, le JRRRP 2021 visera les catégories de personnes suivantes:

- 263.000 réfugiés rapatriés, dont:
 - A Un total de 120 494 rapatriés assistés qui sont retournés au Burundi depuis 2017 et qui n'ont pas reçu une assistance appropriée pour une réintégration adéquate
 - 142 890 réfugiés assistés et auto-organisés devraient rentrer des cinq principaux pays d'asile en 2021.
- 87,378 membres des communautés d'accueil dans les six principales provinces de retour: Ruyigi (24 566), Makamba (18 855), Musinga (16 445), Cankunzo (10 451), Rutana (8 884), Kirundo (8 177) qui présentent un niveau élevé de vulnérabilité (source OCHA). Ce sont également des provinces ciblées par le HRP 2021. L'analyse de gravité réalisée pour 2021, montre que Cankunzo, Kirundo et Ruyigi sont des provinces classées au niveau 4 sur une échelle de 1 à 5 (avec 5 véhicules davantage d'interventions humanitaires sont nécessaires). Les trois autres provinces sont classées au niveau 3.



Soutien aux pays d'origine et au rapatriement volontaire

Le rapatriement volontaire dans des conditions de sécurité et de dignité reste la solution privilégiée dans la plupart des situations de réfugiés. Les priorités absolues sont de promouvoir des conditions favorables au rapatriement volontaire dans le plein respect du principe de non-refoulement, de garantir l'exercice d'un choix libre et éclairé et de mobiliser un soutien pour faciliter le rapatriement volontaire, en toute sécurité et dans la dignité. Le rapatriement volontaire n'est pas nécessairement subordonné à la mise en place de solutions politiques dans le pays d'origine; le droit d'un réfugié à retourner dans son pays d'origine est un droit de l'homme fondamental. Il est également reconnu qu'il existe des situations dans lesquelles les réfugiés retournent volontairement en dehors du cadre d'un rapatriement volontaire officiel, et que ces rapatriés doivent également être inclus dans les programmes de protection et d'assistance. Si le fait de permettre le rapatriement volontaire est avant tout la responsabilité du pays d'origine envers ses propres ressortissants,

la communauté internationale est prête à apporter son soutien, notamment pour faciliter la durabilité des retours.

En conséquence, sans préjudice de l'appui continu aux pays qui continuent d'accueillir des réfugiés du Burundi, ce plan décrit les mesures et les ressources requises par les partenaires du JRRRP qui contribueront à lever les obstacles au retour et à créer des conditions propices à une réintégration durable. Dans certains cas, le renforcement du soutien aux zones de retour a fait l'objet d'un accord spécifique entre les gouvernements hôtes des réfugiés et le Burundi. À cette fin, lors de la dernière réunion de la Commission tripartite entre les gouvernements de Tanzanie et du Burundi et le HCR (novembre 2019), des engagements ont été pris pour soutenir les capacités nationales, les services de base et les possibilités de subsistance dans les zones d'origine au Burundi.

Mise en relation des cadres d'aide Humanitaire & de Résilience

La nature intégrée des objectifs de développement durable exige une nouvelle approche, qui place les solutions durables pour les réfugiés et autres personnes déplacées de force au centre du programme de développement. Le programme commun reflète ce changement et s'inscrit pleinement dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, qui repose sur le principe de ne laisser personne derrière.

Le programme commun est également une manifestation du Pacte mondial pour les réfugiés, qui appelle explicitement à la mobilisation d'un soutien pour soutenir un rapatriement sûr et digne et une réintégration durable. Tout en reconnaissant que le rapatriement volontaire est avant tout la responsabilité du pays d'origine envers sa propre population, le RMC confirme l'engagement de la communauté internationale à fournir un soutien, notamment pour faciliter la durabilité des retours. En conséquence, la communauté internationale apportera des ressources et des compétences pour aider les pays d'origine à s'attaquer aux causes profondes, à lever les obstacles au retour et à créer des conditions favorables au rapatriement volontaire.

Le JRRRP est également une opérationnalisation de la "nouvelle méthode de travail", qui offre une voie concrète pour éliminer les obstacles inutiles à la collaboration humanitaire et au développement afin de permettre des progrès significatifs et durables. Il met l'accent sur les partenariats entre les agences des Nations unies, les ONG internationales et locales, le secteur privé, les acteurs de la société civile et les gouvernements.

Les activités de réintégration prévues dans le cadre de ce plan sont guidées par la décision² du Secrétaire général sur les solutions durables pour les réfugiés de retour. Le cadre fournit les principes de l'engagement des Nations Unies tout au long du processus de solutions durables. Il réaffirme notamment la responsabilité de l'État dans le soutien aux autorités nationales et locales, et à la société civile nationale, pour garantir qu'ils dirigent et s'approprient le processus.

Les partenaires du JRRRP reconnaissent le rôle central du gouvernement du Burundi pour assurer un rapatriement sûr et digne et une réintégration durable et harmonieuse. Par conséquent, les objectifs qui sous-tendent le JRRRP sont pleinement cohérents et ancrés dans les stratégies et priorités nationales. Le JRRRP s'aligne spécifiquement sur les objectifs suivants du Plan national de développement (2018-2027) : (i) la

² Décision n° 2011/20 - Solutions durables : Suivi du rapport 2009 du Secrétaire général sur la consolidation de la paix et de la décision n° 2011/20 du Comité des politiques - Solutions durables : Mettre fin aux déplacements de population au lendemain d'un conflit, Voir Annexes 1 & 2 de: Décision sur les solutions durables et cadre préliminaire pour mettre fin aux déplacements de population à la suite d'un conflit:

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/durable_solutions_guide_011116.pdf

protection juridique des réfugiés rapatriés dans les zones de réintégration ; (ii) le renforcement des conditions de sécurité dans les communautés d'accueil ; (iii) le soutien au processus de rapatriement.

Il vise également à soutenir la mise en œuvre de la Stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes affectées au Burundi (2017-2021) adoptée par le Conseil des ministres en 2017. La stratégie poursuit les trois principaux objectifs suivants : (i) réintégrer les réfugiés rapatriés et les autres personnes affectées dans leurs communautés ; (ii) améliorer leurs moyens de subsistance économiques par l'accès aux marchés locaux et aux possibilités d'emploi formel et informel ; et (iii) leur donner les moyens de reprendre leur vie antérieure en tant que membres paisibles et productifs de la communauté.

En outre, le JRRRP est conforme à l'objectif global du Cadre de coopération pour le développement durable des Nations unies au Burundi (UNDCFG) 2019-2023 (ancien Plan de développement des Nations unies, UNDAF), qui vise à garantir que personne ne soit laissé pour compte. Dans le cadre de l'UNDAF, l'équipe de pays des Nations Unies au Burundi a réaffirmé son engagement commun à travailler avec et pour les communautés et les groupes qui risquent d'être laissés à l'écart du processus de développement national ou marginalisés, notamment les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées, les rapatriés, les communautés d'accueil vulnérables et les personnes risquant de devenir apatrides. Au cours de la phase de programmation du PNUAD, les agences des Nations unies au Burundi se sont explicitement engagées à veiller à ce que les besoins des personnes risquant d'être laissées pour compte soient pris en compte par des ensembles d'interventions ciblées, visant à leur inclusion sociale et au renforcement de leur résilience. En fin de compte, l'objectif est que tous les membres des communautés à risque soient en mesure de réaliser pleinement leurs droits en tant qu'individus et membres de la société burundaise. La nécessité d'aborder la question du retour et de la réintégration est également reflétée dans le cadre de résilience à l'échelle des Nations unies pour le Burundi, qui inclut la réponse aux déplacements forcés comme une priorité pour renforcer la résilience au Burundi.

La JRRRP est également alignée sur les objectifs généraux du plan d'intervention humanitaire visant à fournir une aide d'urgence aux populations les plus vulnérables afin de répondre à leurs besoins immédiats et de renforcer leur résilience. Le PRH cible toutes les personnes ayant besoin d'une aide humanitaire au Burundi, en donnant la priorité aux provinces les plus vulnérables qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées, de réfugiés rapatriés en situation d'insécurité alimentaire et de victimes de catastrophes naturelles. Le JRRRP permettra de catalyser les ressources et de coordonner le soutien aux rapatriés et aux communautés dans les zones de retour et d'étendre le soutien à la réintégration et au renforcement de la résilience. Les activités pertinentes entreprises dans le cadre du JRRRP seront également reflétées dans le suivi et les rapports du HRP. En outre, le JRRRP complète la stratégie nationale de réintégration socio-économique et renforce les liens entre l'aide humanitaire et les interventions de développement afin d'améliorer l'autonomie des rapatriés et des communautés touchées.

Le JRRRP complète également le Plan régional de réponse aux réfugiés 2021 pour la situation au Burundi et les plans de réponse aux réfugiés des pays associés pour la RDC, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda, qui décrivent le plan de réponse inter-agences pour les 319 702 réfugiés burundais dans les pays d'asile à la fin de 2020. Chaque RRP comprend un chapitre consacré aux solutions durables et au retour anticipé des réfugiés et comprend les exigences financières pour les activités de rapatriement volontaire qui ont lieu dans les pays d'asile, telles que l'enregistrement, les examens médicaux et la logistique de départ.

Analyse des besoins

Les interventions proposées par le JRRRP sont guidées par les activités de suivi de la protection menées par le HCR dans les zones de retour, en utilisant une approche communautaire de la protection et une méthodologie d'intégration de l'âge, du sexe et de la diversité (AGDM).

Le HCR entreprend un suivi régulier de la protection des rapatriés depuis 2019³. Depuis janvier 2020, le système de suivi de la protection a révélé une augmentation du nombre de rapatriés non trouvés dans les zones de retour lors des exercices de suivi. En novembre 2020, on estime que 33 % (4698 ménages) des réfugiés retournant dans les communautés rurales n'ont pas été retrouvés dans leurs zones de retour respectives et ont probablement poursuivi leur route⁴. Il s'agit d'une augmentation substantielle par rapport au pourcentage de rapatriés non retrouvés en 2019 (9 %). Cette augmentation est probablement due à une combinaison de facteurs allant des difficultés d'accès aux opportunités socio-économiques, y compris le manque de moyens de subsistance, d'abris ou de terres au retour et après le retour, l'accès aux écoles et



³ Le suivi de la protection a été mis en place en septembre 2017 après le début du processus de rapatriement en Tanzanie et a été révisé début 2019 pour mieux répondre aux besoins opérationnels. Actuellement, les 18 provinces du Burundi sont couvertes par les activités de suivi de la protection du HCR. De janvier à septembre 2020, 26 575 entretiens de suivi de la protection ont été menés avec des familles.

⁴ Les contrôleurs communautaires collectent des données sur les rapatriés introuvables en interrogeant d'autres membres de la famille, des parents et des voisins. Les résultats ont été : A) Les personnes de retour dans le cadre d'un déplacement vers les pays voisins : 46 % des 1 731 ménages de rapatriés ont peut-être déménagé en Tanzanie (956 ménages), en Ouganda (67 ménages), en RDC (13 ménages). On estime que 20 % ou 768 HH des rapatriés résident au Burundi dans des endroits autres que leur lieu de retour et peuvent être des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

aux services de santé, ou les problèmes de sécurité, y compris les conflits locaux, mais aussi le harcèlement, la persécution et la discrimination par les communautés locales ou autres.

Le suivi de la protection a en outre révélé que 31 % des rapatriés n'étaient pas satisfaits du niveau général de réintégration, en considérant également ce qui suit:

- **Accès insuffisant au logement:** 36% des rapatriés ont pu accéder à un logement à leur arrivée; 63% des rapatriés ont déclaré vivre dans des maisons temporaires à leur arrivée; 50% des rapatriés ont accès à leurs anciennes maisons 3 mois après leur retour.
- **Apport nutritionnel quotidien insuffisant:** 56% des rapatriés déclarent ne consommer qu'un seul repas par jour. Presque tous les ménages de rapatriés dépendent de la nourriture obtenue dans leur propre jardin (93 %) et/ou fields - les ménages ont du mal à se procurer de la nourriture pendant la période où ils ne produisent pas. 81 % des ménages déclarent ne pas être satisfait avec leur niveau de sécurité alimentaire en raison de la faible diversité alimentaire.
- Manque d'accès aux moyens de subsistance: 88% des chefs de famille rapatriés sont des agriculteurs de subsistance, mais la plupart d'entre eux ont déclaré ne pas avoir les ressources adéquates pour produire leurs terres.
- Manque de fréquentation scolaire: 52% des enfants rapatriés ne vont pas à l'école.
- Manque d'accès aux procédures administratives et aux documents nationaux: seuls 46% des enfants ont déclaré avoir un certificat de naissance; 72% des ménages de rapatriés ont déclaré que les membres du ménage avaient une carte d'identité nationale

Protection

Selon les conclusions des activités de suivi de la protection du HCR, le programme de retour n'est pas suffisant pour soutenir la réintégration des rapatriés, et les structures de protection communautaires et les services publics d'appui doivent être renforcés. Les besoins urgents de protection persistent au retour et la réponse à ces besoins doit être orientée vers l'identification de solutions durables dès le départ. Dans le même temps, les communautés d'accueil doivent être soutenues dans leurs efforts de renforcement de la résilience, afin d'assurer efficacement la cohésion sociale. La détérioration des conditions de vie ainsi que la séparation des familles (également due à un déplacement secondaire) exposent les personnes les plus vulnérables - notamment les femmes à risque, les enfants et les jeunes, les personnes handicapées et les personnes ayant d'autres besoins spécifiques - à des risques de protection supplémentaires, tels que le sexe de survie, le travail forcé, la traite et les mécanismes de copie nuisibles.

Les besoins de protection les plus urgents comprennent l'accès à la documentation administrative, y compris l'enregistrement des naissances pour les enfants ; les soins médicaux et l'assistance psychosociale, juridique et matérielle aux survivants/témoins de violence, d'abus et d'exploitation ; et l'accès à des activités génératrices de revenus diversifiées, en particulier pour les femmes et les jeunes. Pour les femmes à haut risque de violence, ainsi que les survivantes de VBG vivant au Burundi, un logement sûr est une lacune critique en raison de l'absence de refuges nationaux ou communaux pour garantir l'intégrité physique et la santé mentale de ces femmes.

En novembre 2020, les provinces les plus touchées sont, selon le Suivi de la protection, qui a pris en compte différents indicateurs, tels que l'accès aux services de base, par rapport à la capacité de réponse actuelle : Kirundo, Ruyigi, Muyinga et Gitega. Les provinces de Cankuzo, Makamba et Rutana présentent un niveau

de vulnérabilité moyen, avec des difficultés dues également à leur situation géographique à la frontière avec la RDC, le Rwanda et la Tanzanie:

Il existe un besoin spécifique de renforcer la capacité, la responsabilité et les connaissances des acteurs de la justice, d'augmenter la disponibilité des avocats, de l'aide juridique et des systèmes de Conseil des Notables, de l'aide aux rapatriés pour obtenir des documents juridiques et des documents relatifs à la propriété/droits fonciers.

Protection des enfants

Au Burundi, les enfants constituent plus de 50 % de la population et la plupart des rapatriés (57 % selon le suivi de la protection effectué en juin 2020) ont moins de 18 ans. Malgré l'absence de données/évaluations officielles sur la protection des enfants, les acteurs ont constaté une augmentation significative du nombre d'enfants exposés à la violence, aux abus psychologiques, à l'exploitation sexuelle, aux mauvais traitements et à la traite, aggravée par la situation socio-économique difficile.

Les évaluations de la protection ont également montré un taux élevé d'enfants rapatriés non scolarisés en 2020. Cette situation a conduit un grand nombre d'enfants et d'adolescents à quitter leur foyer et à commencer à travailler, ce qui les expose à un risque accru d'exploitation sexuelle, d'abus et de trafic.

Enfants non accompagnés et séparés (UASC): 2 755 UASC qui ont été identifiés parmi les rapatriés et qui nécessitent une attention particulière, y compris la recherche de la famille, la réunification ou la prise en charge alternative des enfants dont les familles n'ont pas été identifiées.

Les documents civils, en particulier les Extraits d'actes de naissance: La présence de structures d'affaires civiles dans les centres de transit pour fournir des documents d'identité immédiatement après le retour reste une lacune qui entrave l'accès des enfants aux services sociaux de base, notamment l'accès à la santé et à l'éducation (51 % des enfants rapatriés n'ont pas accès à l'école).

54 % des ménages de rapatriés déclarent que leurs enfants n'ont pas de certificat de naissance. La plupart des enfants de réfugiés rapatriés possèdent un certificat de naissance délivré par les partenaires de santé en Tanzanie. Cette notification de naissance n'a pas la même valeur juridique qu'un certificat de naissance selon la loi tanzanienne ou burundaise. L'absence d'un certificat de naissance reconnu peut créer des risques d'apatridie, en particulier lorsque les enfants de rapatriés sont nés hors mariage ou de parents de nationalités différentes.

Cohésion sociale

22 % des personnes interrogées dans les zones de retour à leur arrivée ont indiqué qu'elles avaient le sentiment que la situation sécuritaire dans le pays ne s'était pas améliorée depuis leur fuite. Les sources secondaires de la méthodologie de suivi de la protection ont révélé des stéréotypes et des préjugés des communautés locales à l'égard des rapatriés, ce qui a affecté la cohésion sociale et l'accès des rapatriés aux droits et/ou aux services, et a parfois conduit à la discrimination et au harcèlement des rapatriés. La situation est aggravée par la pandémie COVID-19 et la perception erronée des rapatriés comme étant des "porteurs de virus". En attendant, alors que les autorités/administrations locales font des efforts pour relever ces défis, elles ne sont pas toujours suffisamment équipées pour promouvoir la sensibilisation et l'ouverture à l'inclusion et à la diversité.

Les rapatriés doivent être inclus dans des dialogues communautaires plus actifs et plus réguliers et dans des activités et événements communautaires communs pour assurer la paix et la cohésion sociale ; dans le même temps, des campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme et à leurs droits d'accès aux services publics sont fortement nécessaires.

Les femmes vulnérables réfugiées rapatriées et la violence basée sur le genre (GBV)

Les femmes et les filles relevant de la compétence du HCR sont susceptibles de faire face à des défis et des risques de protection distincts, tels que la violence fondée sur le genre (GBV), en particulier dans les situations de vulnérabilité, y compris les situations de déplacement forcé. La violence du partenaire intime pour les femmes et les filles déplacées, alors que la détérioration de la situation socio-économique exposera

les femmes et les filles réfugiées à des risques accrus d'abus et d'exploitation sexuels. Parallèlement, l'accès à des services réguliers de lutte contre la VBG peut être un défi pour les survivantes en raison du déplacement. Pourtant, pour plusieurs raisons, dont la sous-déclaration, liée à la stigmatisation sociale et/ou au manque d'accès aux services de soins aux survivantes, on dispose de peu d'informations fiables sur les tendances et les schémas de violence sexuelle et sexiste dans les zones de retour. Cependant, étant donné les conditions socio-économiques très précaires dans les zones de retour, les risques d'exposition à la violence liée au sexe pour les femmes et les filles doivent être atténués. Entre janvier et juin 2020, 214 cas de VBG ont été identifiés par les mécanismes de protection mis en place dans les centres de transit pour le rapatriement volontaire et par le système de suivi de la protection mis en place dans les zones de retour. Ces cas ont été immédiatement transmis/répondus par le biais des systèmes de gestion des cas établis et des voies de recours locales.

L'absence d'un système normalisé de gestion des cas de violence liée au sexe (VBG), qui garantirait une collecte d'informations sûre et conforme à l'éthique, ainsi que la gestion confidentielle des données recueillies, rend difficile la saisie d'informations fiables sur l'accès légal de la victime aux services de police. Les évaluations antérieures réalisées par les partenaires d'exécution du HCR - qui assurent également le suivi de la protection - ont indiqué que les femmes et les filles peuvent ne pas se sentir à l'aise ou en sécurité dans certains espaces publics. Dans le même temps, le viol a été mentionné lors des discussions de groupe du HCR de 2019 par un certain nombre de participantes comme une source principale de peur. En outre, il y a eu des rapports sur des cas d'exploitation et d'abus sexuels ainsi que d'intimidation des survivants par les auteurs de violences sexuelles, y compris des menaces de représailles. Dans le même ordre d'idées, l'analyse des réponses données par les personnes interrogées révèle une forte tendance à la violence domestique (violence sexuelle, autres types de violence liés à la violence domestique, etc.) et une augmentation significative des cas en raison de la pandémie COVID-19, ce qui nécessite des sessions de sensibilisation renforcées avec l'ensemble de la communauté des rapatriés. Les discussions de groupe autour de certains thèmes liés à la protection de l'enfance, à l'égalité des sexes et à la violence contre les femmes et les filles doivent être intensifiées et une formation spécifique sur l'identification et l'orientation en toute sécurité sera dispensée aux travailleurs sociaux, au personnel humanitaire et aux membres de la communauté locale.

Les femmes et les jeunes filles ont également indiqué qu'elles ne recevaient pas de conseils rapides et appropriés dans les cliniques et les établissements de santé sur leurs droits et sur la manière de déposer une plainte pénale contre les auteurs de ces actes, ce qui reflète un manque critique de sensibilisation et de connaissance des mécanismes de recours juridique. Il est urgent de remédier à cette situation afin d'atténuer les risques de protection auxquels ces femmes et ces filles peuvent être exposées.

En outre, les femmes rapatriées ont signalé qu'elles sont fréquemment abandonnées par leur mari légal ou leur partenaire masculin de fait à leur retour au Burundi. Ce scénario expose les femmes rapatriées au déni de ressources et à la misère économique, en plus de graves risques de protection.

Selon les évaluations de protection réalisées par le HCR, les femmes perdent souvent leur statut marital dans le pays d'origine ou dans le pays d'asile. Des cas où un homme et une femme ont vécu ensemble sans certificat légal, ce qui est illégal au Burundi, ont également été identifiés. Ces scénarios entravent leur réintégration officielle et mettent en évidence des problèmes de protection qui doivent être traités d'urgence pour prévenir la violence liée au sexe et d'autres conséquences négatives. Dans de tels cas, l'homme constitue une autre famille dans le pays d'asile et laisse son ancienne femme et ses enfants sans aucun revenu, ni soutien émotionnel ou économique. Il est nécessaire de soutenir les autorités dans le traitement de ces cas, en régularisant leur situation matrimoniale, avec pour objectif principal de protéger les femmes vulnérables et leur famille.

Les mesures positives qui ont été prises par le gouvernement du Burundi témoignent de sa volonté et de sa capacité à adopter une stratégie nationale pour lutter contre la violence liée au sexe, l'atténuer et la prévenir. À cette fin, il convient de noter que le Burundi a élaboré un plan d'action national pour mettre en œuvre la résolution 1325⁵ du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), en plus de l'adoption d'un code pénal qui intègre la prévention, l'assistance aux survivants et la punition des auteurs de VBG. Le code a été renforcé par l'adoption d'une législation sur la VBG en octobre 2016.

⁵ Résolution 1325 du CSNU disponible à l'adresse suivante: <https://www.un.org/womenwatch/osagi/wps/>

En outre, des points focaux pour l'égalité des sexes ont été formés et mis en place au sein du système judiciaire et dans tous les ministères, y compris ceux de la défense nationale et de la sécurité publique, et une unité de police spécialisée dans les cas de VBG dans différentes provinces sera bientôt mise à l'essai. Toutefois, un fossé persiste en ce qui concerne la sensibilisation des rapatriés aux lois nationales pertinentes, aux voies de recours nationales, aux procédures et systèmes juridiques.

Logement, terre et propriété (HLP) et abri pour les rapatriés

Le fait d'être sans terre et sans droits de location réduit les perspectives de réintégration des réfugiés rapatriés. Selon les données du suivi de la protection, 37,5 % des rapatriés n'ont pas accès aux maisons qu'ils possédaient avant l'exil et 26 % n'avaient pas de logement convenable avant de fuir le pays. Cela signifie que 63 % des rapatriés n'ont pas accès à un logement à leur retour. Un nombre important de rapatriés vivent dans des maisons partagées avec les communautés locales (21,5 %), ce qui exerce également une pression supplémentaire en termes de cohésion sociale et augmente l'exposition à des risques de protection supplémentaires pour les femmes et les enfants qui sont plus vulnérables à la violence et à l'exploitation sexuelles et autres. L'accès au logement reste l'un des principaux défis qui empêchent une réinsertion efficace. Les ménages qui ont accès à la terre (82 %) déclarent ne pas avoir suffisamment de ressources pour se développer et vivre sur celle-ci (90 % des ménages déclarent que l'agriculture est la principale source de revenus).

Le suivi de la protection dans les principales zones de retour a montré qu'une majorité écrasante des réfugiés rapatriés ont trouvé leur propriété (terre, logement, etc.) soit occupée, soit détruite, soit ne plus être habitable. Ces rapports ont également montré qu'une grande partie des rapatriés ont été contraints de résider chez des membres de leur famille ou des amis à leur retour en échange d'un travail ménager/agricole ou de la location d'abris temporaires. En 2020, 63 % des rapatriés ont déclaré vivre dans des logements temporaires à leur arrivée. La plupart des abris temporaires où vivent les rapatriés sont en très mauvaises conditions (71 %), 27 % en relativement bonnes/moyennes conditions et seulement 2 % en bon état. Dans ce contexte, les rapatriés n'ont ni le temps ni les moyens de récupérer ou de cultiver leurs propres terres. Les abris temporaires créent des risques de protection supplémentaires car il faut davantage d'entretien des toitures et les rapatriés, souvent des femmes et des filles, parcourent de longues distances à pied pour trouver des matériaux de toiture afin de réhabiliter ces structures, ce qui augmente encore le risque de violence liée au sexe (VBG).

Les rapatriés ayant des besoins de protection spécifiques (en particulier les personnes âgées et les enfants) qui sont identifiés à l'accueil et transférés dans les zones de retour sont confrontés à des problèmes d'accès au logement, aux terres à cultiver et aux moyens de subsistance. En outre, en l'absence d'un programme national spécial pour aider les réfugiés âgés qui rentrent au pays, ils font partie de la catégorie de personnes les plus exposées au risque de devenir sans-abri. Les résultats du suivi de la protection du HCR ont révélé l'existence de conflits entre les "rapatriés" et les "résidents" concernant l'expropriation ou l'occupation des terres. Ces conflits sont soumis aux autorités locales et aux systèmes judiciaires locaux dans les zones de retour, et l'expérience a montré qu'en général, les autorités soutiennent et favorisent les rapatriés pour qu'ils récupèrent leurs terres. Cependant, les femmes rencontrent encore des difficultés face au "droit coutumier", qui les discrimine en les excluant de la succession familiale. Dans la plupart des cas, l'aide juridique intervient pour décider en faveur des femmes, mais la plupart des femmes ont indiqué qu'elles sont maintenant conscientes de leurs droits et ne savent pas comment les faire valoir.

Education

Les principaux risques sont le taux élevé d'abandon scolaire; 52% des enfants rapatriés ne vont pas à l'école. Les possibilités de réinsertion telles que la création de clubs, l'aide à la scolarisation, les programmes d'apprentissage accéléré, en particulier pour les enfants qui ont manqué une grande partie de leur scolarité, sont très limitées. En particulier, les enfants âgés de 15 à 17 ans sont confrontés à de plus grandes difficultés pour s'intégrer dans les systèmes éducatifs nationaux dans les écoles secondaires officielles ou les établissements de formation professionnelle, ce qui conduit souvent les enfants à abandonner leur foyer et à se rendre dans d'autres régions et pays voisins à la recherche de meilleures opportunités.

Le manque de fournitures scolaires, aggravé par l'insuffisance des salles de classe, a été souligné comme un problème majeur par les réfugiés de retour dans leur région d'origine. Les enfants rapatriés ont indiqué qu'ils avaient trouvé particulièrement difficile de s'inscrire au milieu de l'année scolaire, qui commence en

septembre. Les enfants rapatriés 1) ont souvent été absents de l'école pendant de longues périodes et retournent au Burundi après le début de l'année scolaire, 2) ont une connaissance insuffisante de la langue française pour être réintégrés dans le système éducatif formel, et 3) sont souvent obligés de contribuer aux moyens de subsistance de la famille et ne sont donc pas inscrits ou en mesure de fréquenter l'école.



En outre, les récentes évaluations des besoins inter-agences menées en juin 2020 ont fait état de défis majeurs au niveau individuel et communautaire: le manque d'accès aux services de base, en particulier l'eau et l'éducation. Comme il y a peu ou pas d'eau dans de nombreuses écoles, les rapatriés se retrouvent obligés d'aller chercher de l'eau dans les foyers voisins. Les enseignants ont également mentionné que de nombreux enfants ont besoin de cours de rattrapage spéciaux en français avant de pouvoir atteindre le niveau leur permettant de reprendre l'école au Burundi. Les enfants qui ont fait toute leur scolarité antérieure en anglais en Tanzanie en ont subi les conséquences. L'intervention du ministère de l'éducation, en plus du soutien de l'UNICEF, est essentielle pour surmonter ces importants obstacles à la réintégration. Certaines écoles ont également exprimé des difficultés à évaluer l'équivalence ou les compétences acquises par les élèves réfugiés rapatriés pendant leur période d'exil.

Santé

Si la plupart des réfugiés rapatriés ont déclaré avoir accès aux services de santé, dans certaines communes de retour, cet accès est limité par le manque de personnel médical et les longues distances que les rapatriés doivent parcourir pour atteindre le centre de santé le plus proche. L'accès aux services de santé est payant pour les rapatriés et l'ancien filet de sécurité sociale pour les ménages les plus démunis économiquement n'existe plus.

Le ministère de la santé a introduit la carte d'assurance médicale (CAM), pour permettre à tous les citoyens burundais sans assurance d'avoir accès aux soins de santé. La carte coûte 5000 FBU (2,67 USD) et couvre le détenteur de la carte et ses personnes à charge de moins de 18 ans. La carte est censée donner accès aux consultations médicales et aux soins de santé de base aux rapatriés dans les institutions de santé publique. Cependant, le CAM ne fournit pas une couverture médicale complète pour les besoins médicaux des rapatriés, étant donné que les établissements de santé sont généralement éloignés des zones de retour. De nombreux rapatriés n'ont pas les moyens financiers d'acheter la carte. 92 % des ménages parmi ceux

qui n'ont pas accès aux services de santé, ont répondu que la raison était le manque de ressources financières.

Sécurité alimentaire & nutrition

En plus de la fragilité de l'environnement politique et des défis qui y sont liés, le contexte économique est marqué par une pauvreté généralisée. L'économie burundaise est basée sur l'agriculture et consiste principalement en une agriculture de subsistance. L'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones rurales où sont accueillis les rapatriés, est en augmentation, la plupart des enfants souffrant de malnutrition. Le suivi de la distribution par le PAM, combiné au suivi des rapatriés par le HCR, a montré que l'aide fournie à chaque ménage, sous forme de rations de trois mois dans le cadre du kit de rapatriement des réfugiés, s'est avérée insuffisante. Les rations sont souvent partagées avec la famille et les amis dans les communautés de retour, donc rapidement épuisées et ne durent pas pendant la période prévue de trois mois.

57 % des rapatriés ont déclaré ne consommer qu'un seul repas par jour; 82 % des ménages ont déclaré ne pas être satisfait avec leur niveau de sécurité alimentaire en raison de la faible diversité alimentaire.

Selon le PAM, le Burundi a le plus haut score de faim dans le monde et est la 9ème crise de sécurité alimentaire dans le monde. Cette situation est aggravée par le fait que 50 % de la population burundaise est confrontée à une insécurité alimentaire chronique et a besoin d'une aide immédiate. La présence de rapatriés dans les provinces déjà touchées par l'insécurité alimentaire a exercé une pression supplémentaire sur les ressources disponibles. Si des interventions ne sont pas mises en œuvre pour promouvoir des solutions durables et assurer la cohésion des communautés, cela risque d'accroître les tensions entre les communautés de rapatriés et les communautés résidentes. Outre la situation fragile de la sécurité alimentaire dans les principales zones de retour, le rétrécissement de l'économie, aggravé par l'aggravation du chômage des jeunes (65 % en 2020) et la réduction des services de base, détruit les moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables dans les six provinces ciblées (Kirundo, Muyinga, Ruyigi, Makamba, Cankuzo et Rutana).

Par conséquent, il est nécessaire d'envisager la fourniture d'une assistance ciblée au-delà de l'aide alimentaire de trois mois, en particulier pour les réfugiés qui rentrent au pays et qui ont un accès limité ou inexistant à la terre ou qui arrivent en basse saison agricole. Une aide supplémentaire aux moyens de subsistance peut contribuer à la réintégration des rapatriés, atténuant ainsi les multiples difficultés auxquelles ils sont confrontés, en particulier pendant la saison de pénurie.

Moyens de subsistance

Bien que la situation sécuritaire générale reste relativement calme dans tout le Burundi, la situation socio-économique décrite ci-dessus a continué à se détériorer, aggravée par la pandémie COVID-19. La plupart des infrastructures de l'État dans les zones de retour sont inadéquates pour répondre aux besoins fondamentaux de la population d'accueil et des rapatriés. Par conséquent, il est primordial de mettre en place des activités significatives pour faciliter la réintégration des rapatriés, pour renforcer la résilience des rapatriés et de leurs communautés d'accueil, ainsi que pour soutenir la cohésion sociale afin de garantir la durabilité du retour et de la réintégration.

Les ménages de réfugiés rapatriés sont souvent obligés de monétiser leurs rations alimentaires pour répondre aux besoins non satisfaits, comme le logement, et aux autres dépenses liées à la santé, à l'éducation et à la survie quotidienne. Une des principales lacunes est le besoin d'intrants agricoles et de formation, tels que des semences de qualité, des sols restaurés, des engrais, des insecticides, des pesticides, de l'eau, des outils, des systèmes d'irrigation et l'apprentissage de bonnes pratiques, pour reprendre les activités agricoles et commencer la production de nourriture pour les besoins de consommation des familles et pour le marché.

L'accès limité à la terre affaiblit la génération de revenus des ménages rapatriés. Il est nécessaire de diversifier les sources de revenus des ménages qui dépendent des productions de l'agriculture de subsistance pour leur survie. Une bonne analyse du marché est nécessaire avant de lancer des activités génératrices de revenus qui constituent un moyen de subsistance durable. Compte tenu du fait que les provinces de retour offrent des possibilités limitées de s'engager dans des activités économiques en dehors du secteur agricole, les besoins se concentrent sur le manque de possibilités de fournir une aide en espèces et des programmes communautaires à forte intensité de main-d'œuvre et/ou des programmes de travail contre rémunération, des possibilités de créer des AGR, notamment par le biais d'infrastructures d'accès,

d'énergies renouvelables, de ressources financières, de formation professionnelle et de développement des compétences.

La production agricole reste extrêmement faible en raison de différentes contraintes. En 2020, la population a souffert d'une pluviométrie défavorable, notamment dans les provinces du nord et de l'est du pays, qui figurent parmi les principales zones de retour. Les chefs de famille se sont montrés désireux de travailler pour atteindre leur niveau de sécurité alimentaire; cependant, ils manquent de moyens financiers pour acheter des outils et embaucher une main-d'œuvre importante, en plus de faire face aux aléas climatiques et aux infestations. La population rurale devrait être prioritaire pour l'aide humanitaire sous forme de semences et de nourriture pendant les périodes de pénurie.

WASH (Eau, Assainissement & Hygiène)

L'accès à l'eau est disponible dans presque tout le pays: 93 % des ménages ont accès à l'eau pour leur usage domestique. Néanmoins, les rapatriés ont soulevé des défis liés au manque d'entretien technique de l'approvisionnement en eau (tels que les robinets, les sources d'eau aménagées) et aux risques climatiques, principalement pendant la saison des pluies ; les inondations et les courants d'eau violents détruisent la structure de l'approvisionnement public en eau de la commune. Le manque d'assainissement dans les zones de retour constitue également un défi important, en particulier dans les zones à haut risque de maladies hydriques, dont le choléra.

En utilisant une perspective d'intégration de la VBG pour identifier les risques potentiels de protection encourus par la communauté, une discussion de groupe menée en 2019 a indiqué que les femmes et les filles qui sont responsables au sein de leur foyer de l'approvisionnement en eau, étaient confrontées à des risques de sécurité en parcourant de longues distances à pied. La violence sexuelle a été citée par la plupart des participants comme une source principale de peur en raison de leur exposition à des attaques opportunistes pendant qu'ils font la queue pour aller chercher de l'eau aux robinets communaux.

Stratégie et réponse planifiée

Stratégie globale

Le Plan conjoint de retour et de réintégration des réfugiés 2021 est un plan d'intervention interinstitutions intégré comportant à la fois des composantes humanitaires et de développement, conçu pour assurer le rapatriement volontaire, sûr et digne des rapatriés burundais et pour promouvoir leur résilience et leur réintégration durable. Le JRRRP tient compte des stratégies internes élaborées par les partenaires du JRRRP pour répondre aux besoins de rapatriement et de réintégration et a aligné ses activités en conséquence. Le plan met en œuvre à la fois le cadre de résilience à l'échelle des Nations unies pour le Burundi et la "nouvelle façon de travailler", en comblant le fossé entre l'aide humanitaire, le développement et la paix.

Basé sur les principes et les normes internationales régissant le rapatriement volontaire des réfugiés, le JRRRP vise à mobiliser le soutien au rapatriement volontaire, par l'exercice de choix libres et éclairés, et à des retours et une réintégration durables, ce qui est la responsabilité première du pays d'origine avec le soutien de la communauté internationale.

Ce plan vise à assurer une réponse cohérente et coordonnée aux besoins des réfugiés et des communautés dans les zones de retour, par les acteurs humanitaires et de développement, en collaboration avec les autorités burundaises. Les acteurs humanitaires mettront en œuvre leurs réponses en tenant dûment compte de l'objectif de résilience à long terme et en s'alignant sur la réponse en matière de développement. En collaboration avec les autorités, les acteurs humanitaires et du développement travailleront ensemble pour répondre aux besoins suivants, en mettant l'accent sur les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes marginalisées:

- Assurer un accueil digne et efficace des réfugiés rapatriés, y compris l'enregistrement, le profilage, le soutien à la frontière et dans les centres de transit, le transport, ainsi que la fourniture d'une assistance immédiate aux plus vulnérables.

- Créer un environnement sûr et garantir l'accès aux services essentiels, notamment la nourriture, des abris sûrs et adéquats, l'eau et l'assainissement, la santé et la nutrition, l'éducation, la protection, les infrastructures essentielles, les activités génératrices de revenus et les possibilités d'autosuffisance. Cela inclut le soutien à la fourniture de services dans les communautés de retour.
- Promouvoir des solutions durables pour les populations touchées par le déplacement, y compris les personnes déplacées, dans les zones de retour.
- Soutenir et renforcer les actifs de capital social existants qui peuvent faciliter les efforts de médiation et de résolution des conflits pour la coexistence pacifique des communautés.
- Renforcer l'État de droit et créer des conditions propices à un accès sûr à la justice et aux services d'aide administrative et juridique, en mettant l'accent sur l'enregistrement des naissances des enfants nés pendant le déplacement.
- Répondre aux besoins spécifiques des enfants et des adolescents, filles et garçons, y compris leur participation à des initiatives communautaires pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale.

Le cadre de la stratégie s'articule autour de séries d'objectifs spécifiques pour le rapatriement volontaire et la réintégration. Les éléments essentiels du rapatriement sont la sécurité physique, juridique et matérielle, ainsi que la réconciliation⁶ nationale entre les rapatriés et les communautés d'accueil. Le JRRRP réalise ces aspects par le biais des objectifs suivants:

- Protection
 - Ensure Veiller à ce que le rapatriement soit effectué de manière volontaire et dans le respect total de la sécurité et de la dignité des réfugiés rapatriés.
 - Améliorer la surveillance des frontières.
- Sécurité alimentaire
 - Veiller à ce que les réfugiés rapatriés reçoivent une assistance appropriée à leur arrivée et pendant les trois premiers mois.
- Abris & ANA (NFIs)
 - Ensure refugee returnees receive appropriate assistance at arrival and for the first three months

La réintégration est un processus qui devrait aboutir à l'égalité des droits et des chances pour les rapatriés et leurs compatriotes et permettre l'égalité d'accès des rapatriés aux services sociaux et aux actifs productifs, tels que la terre et les opportunités économiques. En outre, les communautés d'accueil peuvent tirer un grand profit des rapatriés, car ils apportent de nouvelles compétences, des ressources, des normes d'éducation plus élevées, la santé et l'égalité des sexes, qu'ils ont pu acquérir dans les pays d'asile⁷. Le JRRRP examine les défis à relever pour préserver les acquis des réfugiés en exil et aborde donc la réintégration comme un processus de transformation qui sous-tend le développement global du Burundi. Les objectifs de réintégration visent à:

- Protection
 - Veiller à ce que la population des zones cibles ait accès à la justice et à une aide juridique.
 - Renforcer les voies d'orientation existantes pour la violence liée au sexe dans le but de garantir la pleine jouissance des droits, la réduction des risques et une réponse multisectorielle renforcée.
 - Fournir aux enfants des services de protection de l'enfance adéquats, y compris la documentation, le soutien aux groupes et réseaux d'enfants et de jeunes et le regroupement familial.
 - Renforcer la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, les relations entre les sexes et les droits de l'homme, et le développement communautaire participatif.
 - Sensibilisation des communautés: identification et évaluation continues des besoins de la population vulnérable, compréhension de la perception de la vulnérabilité par la communauté.
- Logement, Terres & Propriétés (HLP)

⁶ HCR, Manuel pour les activités de rapatriement et de réintégration, Genève, mai 2004, p.37

⁷ Ibid, p.38

- Ensurer Veiller à ce que les populations vulnérables disposent d'abris dignes et d'un accès à la terre.
- Education
 - Assurer l'accès à une éducation de qualité: les programmes d'apprentissage accéléré, l'éducation informelle telle que l'apprentissage par le biais d'activités agricoles ou artisanales qui peuvent être organisées par les adolescents eux-mêmes ou par des organisations communautaires, d'autres arrangements qui permettent la transition des enfants non scolarisés vers l'enseignement ordinaire.
- Santé & Nutrition:
 - Améliorer l'accès à des services de santé et de nutrition de qualité.
 - Soutenir la capacité de prévention et d'intervention de COVID-19.
- Moyens de subsistance et développement des compétences:
 - Faciliter l'accès aux terres agricoles.
 - Effectuer une analyse de marché rigoureuse lorsque l'on tente de générer des revenus.
 - Organiser la formation professionnelle / Formation aux compétences de la vie courante.
 - Renforcer les compétences et les atouts de l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire.
 - Renforcer les stratégies de moyens de subsistance alternatifs des ménages pour favoriser leur autonomie.
 - Élaborer et mettre en œuvre des stratégies de réintégration individuelles et collectives pour tous les milieux.
- Eau, assainissement et hygiène (WASH):
 - S'assurer que la population concernée bénéficie d'un accès à de l'eau propre et potable et à des installations d'assainissement adéquates.

Réponse planifiée

L'objectif global du programme commun de recherche et de développement en 2021 et ses besoins budgétaires sont de maintenir l'exercice du droit au retour pour tous les réfugiés burundais et de favoriser leur réintégration socio-économique effective et leur accès aux services de base sans discrimination et dans un environnement protecteur. La réponse prévue pour 2021 sera ancrée dans des activités de réintégration ciblées qui seront menées dans les zones de retour les plus importantes, dans une perspective de protection et d'intégration de la dimension de genre. Il est essentiel de renforcer les liens avec les acteurs clés du secteur de la réintégration économique, tels que l'OIT, certains ministères: des finances, de travail, le secteur privé, la Banque mondiale, le PNUD et d'autres agences des Nations unies.

Suite à une évaluation menée par le HCR en 2020, le montant actuel des sommes versées par adulte et enfant réfugié rapatrié est jugé insuffisant au regard des besoins de réintégration. Dans la mesure du possible, certains éléments du kit de rapatriement des réfugiés, notamment les articles ménagers de base, pourraient être monétisés, sous réserve d'une évaluation positive du marché local. Les interventions seront entreprises dans deux domaines: Un kit de retour pour les trois premiers mois suivant le retour, et un soutien communautaire de résilience à plus long terme axé sur les domaines clés suivants:

Rapatriement - Intervention immédiate pour répondre aux besoins humanitaires

Les besoins immédiats au retour (premier paquet de trois mois) sont intégrés dans le plan de réponse humanitaire Burundi 2021. Sous la direction du HCR, tous les acteurs contribueront à la réhabilitation des centres de transit, y compris la construction d'un nouveau centre pour augmenter la capacité d'absorption. Les partenaires du JRRRP chargés de la logistique fourniront aux réfugiés rapatriés un transport secondaire depuis les centres de transit vers leurs zones d'origine respectives afin de s'assurer qu'ils atteignent leur

zone d'origine en toute sécurité. Un kit de rapatriement des réfugiés sera fourni à chaque ménage, qui comprendra une ration de trois mois, une subvention en espèces et des articles non alimentaires (NFIs).

En 2020, le HCR a augmenté la subvention en espèces de 75 à 150 dollars par adulte, et de 35 à 75 dollars par enfant, distribués via la technologie Mobile Cash, afin d'atténuer le risque de vol ou de discrimination. Malgré l'augmentation, le paquet de retour ne répond pas aux besoins des rapatriés pendant 3 mois.

Si nécessaire, les réfugiés rapatriés et leurs familles seront aidés à accéder aux documents civils nécessaires qui peuvent avoir été détruits ou perdus pendant la fuite ou l'exil. Les partenaires assureront le suivi de la protection des réfugiés qui rentrent au pays, identifieront les rapatriés vulnérables et fourniront un soutien et des orientations en matière de protection pour les enfants vulnérables, les survivants de la violence sexuelle, les personnes handicapées et les autres rapatriés ayant des besoins de protection spécifiques.



Mesures de prévention COVID-19 lors du rapatriement volontaire.

Le HCR, ainsi que les gouvernements et les partenaires concernés, ont adopté une série de mesures de prévention COVID-19 pour protéger les rapatriés ainsi que le personnel du HCR et de ses partenaires et pour atténuer la propagation du virus lors des activités de rapatriement volontaire. Ces mesures comprennent, entre autres, les suivantes:

- Dans le pays d'asile: Des dépistages médicaux avant le départ et des campagnes de sensibilisation sont menés et comprennent des contrôles des symptômes COVID-19 (température et autres symptômes) pendant trois jours consécutifs avant le départ, des tests rapides et des mesures d'éloignement ou de distancation physique.
- À l'arrivée au Burundi: Le lavage systématique des mains et le contrôle de la température sont effectués par le personnel de santé de l'Institut national de santé publique présent aux frontières.

- Les contrôles de température, les stations de lavage, le contrôle des foules et les mesures d'éloignement physique sont obligatoires pour toutes les personnes ayant l'intention d'entrer dans le pays aux points d'entrée frontaliers. En outre, le HCR Burundi a créé des unités d'isolement dans chacun de ses centres de transit, installé des stations de lavage des mains, prescrit l'utilisation de masques, de gants (principalement utilisés par le personnel d'accueil), de désinfectant pour les mains et des mesures de distance physique.
- Le HCR soutient le gouvernement du Burundi dans la décentralisation des tests et de la réponse au COVID-19. Tous les rapatriés burundais sont soumis à un test rapide COVID-19, et ceux dont le test est positif sont placés en isolement. Un deuxième test COVID-19 utilisant la technologie PCR GenExpert est effectué. Ceux dont le test est positif sont transférés à l'hôpital national désigné pour le traitement et le suivi, tandis que ceux dont le test est négatif sont transportés vers leurs lieux de retour.
- Le HCR soutient également le ministère de la santé dans les zones de retour en effectuant une surveillance communautaire COVID-19 ; lorsqu'une alerte est donnée par les surveillants communautaires, le district sanitaire alerte le ministère de la santé et, avec le soutien du HCR, une équipe d'intervention rapide est déployée dans la zone touchée pour aider le cas suspect, en plus de la recherche des cas de contact actif.

Tableau de rapatriement

PROTECTION					
	ACTIVITES	PARTENAIRES	POPULATION CIBLE	PROVINCES CIBLE	EXIGENCES FINANCIÈRES (USD)
OBJECTIF: Veiller à ce que le rapatriement s'effectue dans le respect de la sécurité et de la dignité des réfugiés rapatriés					
1	Accueil des réfugiés rapatriés dans les centres de transit	DRC, HCR	142,890 réfugiés rapatriés	Bujumbura Makamba Muyinga Ngozi Ruyigi Kirundo	1,517,740
2	Transport secondaire	HCR			
3	Documentation et vérification	HCR			
4	Assistance immédiate aux personnes vulnérables	DRC, IRC, WELTHUNGERHILFE.			
5	Suivi de la protection des rapatriements.	DRC, HCR			
OBJECTIF: Améliorer la surveillance des frontières					
1	Surveillance des frontières	HCR, WELTHUNGERHILFE	142,890 réfugiés rapatriés	Makamba Kirundo Muyinga Ngozi Ruyigi	1,597,005
Protection Total					3,114,745
INTERVENTION EN ESPÈCES					
1	Transfert d'argent liquide via le téléphone fourni	HCR	142,890 réfugiés rapatriés, 42,867 communauté d'accueil	Bujumbura Makamba Muyinga Ngozi Kirundo	19,668,434
CBI Total					19,668,434

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

OBJECTIF: Veiller à ce que les réfugiés rapatriés reçoivent une assistance appropriée à leur arrivée et pendant les trois premiers mois

1	Assistance alimentaire pour trois mois	WELTHUNGERHILFE, PAM	142,890 réfugiés rapatriés	Bujumbura Musinga Ngozi Ruyigi Kirundo	8,383,758
Total sécurité alimentaire					8,383,758

ABRI ET ARTICLES NON ALIMENTAIRES (NFIs)

OBJECTIF: Veiller à ce que les réfugiés rapatriés reçoivent une assistance appropriée à leur arrivée et pendant les trois premiers mois

1	Mise en place d'un ensemble de mesures de protection (Articles non alimentaires (NFIs) et aide en espèces pendant trois mois)	WELTHUNGERHILFE, Help a Child, HCR	142,890 réfugiés rapatriés	Bujumbura Cibitoke Makamba Musinga Rutana Kirundo Ngozi Ruyigi	5,069,112
Total d'Abris et articles non Alimentaires					5,069,112

TOTAL DES RAPATRIEMENTS **36,236,049**

Réintégration - Résilience et développement

Les conditions dans les zones de retour restent extrêmement difficiles et la pauvreté est généralisée (34 % des rapatriés ont déclaré être insatisfaits du niveau de réintégration), ce qui pose toute une série de problèmes à ceux qui rentrent au pays, souvent avec peu de biens et confrontés à de nombreuses inconnues. Le programme de réintégration pour les Burundais n'est pas seulement un "retour" mais un processus de travail avec une société émergente pour renforcer et soutenir sa capacité à créer un environnement protecteur, à travailler avec les bénéficiaires eux-mêmes pour s'assurer qu'ils développent tout leur potentiel et pour prévenir de nouvelles violations et abus. Les partenaires du JRRRP entreprendront des activités visant à assurer une réintégration digne et sûre des réfugiés rapatriés, en plus de promouvoir des solutions socio-économiques durables et des possibilités de subsistance à court et à long terme dans les communautés où ils retournent.

Une partie intégrante de la garantie de la durabilité des retours consiste à promouvoir la cohésion sociale, à renforcer les mécanismes de protection locaux et à prévenir les mouvements secondaires. Les problèmes de protection sont souvent antérieurs et exacerbés dans les situations humanitaires. Les problèmes pertinents comprennent les pratiques traditionnelles néfastes, la violence domestique, la violence publique, la négligence des enfants et les comportements criminels, la négligence des personnes ayant des besoins spécifiques, et l'exclusion ou la discrimination fondée sur le sexe, l'ethnicité et d'autres motifs. Il est essentiel d'examiner de manière critique la vie des communautés, en reconnaissant qu'elles offrent un soutien et une assistance, mais qu'elles pourraient aussi générer des menaces et des préjudices.

Le JRRRP soutient une approche globale du gouvernement. Ainsi, pour les activités de réintégration, les partenaires du JRRRP collaboreront étroitement avec les autorités communales, provinciales et nationales et avec les ministères de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et des droits de l'homme, entre autres. Un rôle clé est prévu pour la Direction générale responsable du rapatriement, de la réintégration et de la réinstallation des rapatriés et des personnes déplacées par la guerre (DGRRR), qui relève du ministère de l'Intérieur, de la formation patriotique et du développement local. Le JRRRP coordonnera toutes les activités de réintégration avec la DGRRR. Les partenaires du JRRRP s'efforceront de faire en sorte que les capacités des acteurs nationaux et locaux soient reconnues, renforcées et mobilisées pour soutenir le processus de réintégration. Il est essentiel de lier la réintégration durable aux processus de planification et aux interventions nationales et locales existantes pour assurer la durabilité. Lorsque cela est pertinent et faisable, les interventions seront liées aux plans de développement locaux et sous-nationaux, aux plans d'investissement sectoriels et autres. Les partenaires du programme JRRRP poursuivront leurs efforts à cet effet au-delà des activités de réintégration spécifiques décrites dans le cadre du JRRRP 2021.

L'un des principaux objectifs du programme JRRRP est d'aider les communautés touchées par le déplacement en renforçant leur capacité d'absorption, leur résilience collective et en stimulant le redressement et le développement socio-économique afin que le soutien à la réintégration puisse être durable et bénéfique pour l'ensemble de la population. Les activités de réintégration visent à renforcer les réseaux sociaux et à développer les capacités de résilience, l'accumulation d'actifs et l'atténuation des risques. Un objectif corollaire est de réduire les tensions entre les membres de la communauté d'accueil, les réfugiés rapatriés et d'autres populations vulnérables, telles que les personnes déplacées, où les ressources déjà rares sont encore plus sollicitées par les arrivées ultérieures. Pour atteindre cet objectif, le JRRRP adopte une approche par zone dans laquelle l'assistance est fournie aux communautés en fonction de leurs besoins.

Des réponses humanitaires et de développement efficaces et responsables sont nécessaires : (i) un engagement continu et significatif avec les personnes concernées ; (ii) la compréhension de leurs besoins et des risques de protection ; (iii) le renforcement de leurs capacités ; et (iv) la recherche de protection, d'assistance et de solutions qui tiennent compte de leurs perspectives et de leurs priorités. Dans ce scénario, l'importance de fournir un soutien aux individus, aux ménages et aux groupes de personnes ayant des besoins spécifiques est reconnue. L'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité des sexes seront donc au cœur des approches participatives et communautaires. En intégrant l'inclusion des femmes et des filles dans les processus décisionnels, en identifiant rapidement les mécanismes de reproduction nuisibles et en s'efforçant d'atténuer les risques, de prévenir la violence sexuelle et sexiste et d'y répondre, le processus de réintégration peut être durable et équitable.

En outre, un traitement équitable sera accordé aux réfugiés qui rentrent au pays afin de promouvoir le processus de réintégration. Les activités de réintégration ne feront pas de différence entre les rapatriés "assistés" et les rapatriés "spontanés".

Le JRRRP place les communautés et les populations concernées au premier plan et leur permet de s'approprier le processus d'identification et de hiérarchisation des besoins et des domaines de soutien. Les autorités locales et infranationales doivent également être les chefs de file de la coordination. Au centre de l'approche de réintégration se trouvera le rôle des partenaires locaux et régionaux (y compris les autorités locales, les OSC, les organisations communautaires, le secteur privé, etc.) qui dirigeront la planification, la coordination et le suivi, accompagnés par les partenaires du programme JRRRP, afin d'assurer une gouvernance et une prestation de services adéquates pour la population dans les localités relevant de leur administration. Cela se fait en promouvant des processus d'engagement et de surveillance inclusifs et participatifs qui incluent les communautés affectées, représentant les réfugiés rapatriés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Cela constituera la base d'un processus participatif inclusif

d'engagement et de planification ainsi que de contrôle au niveau local, qui facilitera la mise en œuvre des plans de développement aux niveaux national et local. En tant que tel, un des principes clés du JRRRP est d'aider les autorités et les communautés locales à s'engager dans la préparation de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de la supervision, en particulier pour assurer la mise en œuvre d'une approche de réintégration durable dans les zones de retour.

Réponse prévue pour la réintégration.

Les activités de protection comprendront le renforcement des capacités et de la responsabilité des acteurs de la justice et assureront la fourniture d'une aide juridique aux réfugiés rapatriés. Il s'agira notamment de renforcer le réseau de parajuristes pour améliorer l'accès aux services juridiques et administratifs, de s'attaquer aux problèmes des tabous sociaux et de la stigmatisation auxquels les rapatriés peuvent souvent être confrontés dans leur pays, de soutenir les mécanismes de participation communautaire existants et de former les acteurs de la justice, la police et les autres responsables de l'application des lois.

La protection d'enfants sera renforcée par le suivi communautaire, le regroupement familial et les dispositifs de protection de remplacement pour les enfants non accompagnés et séparés, le soutien à la réintégration des enfants vulnérables et le suivi et le signalement des violations commises à l'encontre des enfants. En outre, des certificats de naissance et d'autres documents juridiques seront fournis.

Les voies d'orientation existantes pour la violence sexuelle et sexiste seront renforcées avec les provinces les plus touchées en fonction des évaluations de protection au retour (évaluations de la vulnérabilité menées en juin 2020) qui seraient prioritaires. Les partenaires du JRRRP renforceront la qualité, l'inclusion et l'accessibilité des services pour les survivants de la violence sexiste (GBV) et de la violence contre les femmes et les filles (VAWG), et entreprendront des activités de prévention, des campagnes communales et des évaluations d'atténuation des risques.

Des interventions de résilience visant à garantir le plein exercice des droits des communautés de retour et d'accueil en vue de renforcer l'intégration locale et la coexistence pacifique seront également mises en œuvre, principalement sous la forme d'un soutien aux moyens de subsistance et d'autres activités de développement à long terme au niveau communautaire.

Des activités de consolidation de la paix au sein des communautés les plus touchées, axées sur les écoles et accordant la priorité à la création d'environnements protecteurs pour les enfants et les jeunes, seront également menées. Des projets de stabilisation communautaire seront promus dans les provinces de grands retours afin de renforcer la cohésion sociale par des initiatives de gestion pacifique (dialogues communautaires, activités socioculturelles et campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme, accès aux services publics, etc.)

Logement, terre et propriété. Un des principaux défis et obstacles à la réintégration, comme l'a confirmé le suivi de la protection des rapatriés, concerne l'obtention par les rapatriés d'un logement adéquat et de ressources foncières. Les partenaires du JRRRP fourniront un abri digne et une aide au logement. Cela se fera en fournissant une aide au loyer ou en fournissant des kits d'abris. Les activités comprendront également un soutien au dialogue juridique et communautaire et aux processus de négociation pour déterminer la propriété foncière et immobilière et obtenir des documents.

L'éducation. Afin de garantir que tous les enfants, qu'ils soient rapatriés ou issus des communautés d'accueil, aient accès à une éducation de qualité, les partenaires du programme JRRRP collaboreront avec le ministère de l'éducation pour relever les défis actuels et futurs. Cela se fera par la modernisation physique des installations scolaires et la fourniture de matériel scolaire. Afin de promouvoir la scolarisation et de lutter contre la malnutrition des enfants, des programmes d'alimentation scolaire seront soutenus - en complément des activités mises en œuvre dans le cadre de la réponse en matière de santé et de nutrition. Pour assurer la réintégration des enfants réfugiés rapatriés dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, des sessions de rattrapage seront proposées et des programmes d'apprentissage seront mis en place pour les enfants non scolarisés.



Santé et nutrition seront axées sur les besoins des réfugiés rapatriés et des communautés d'accueil. Les partenaires du JRRRP apporteront un soutien sanitaire et nutritionnel dans les zones de retour, notamment par la vaccination et le dépistage, des campagnes d'éducation nutritionnelle, l'extension des programmes de traitement de la malnutrition et l'alimentation complémentaire générale des enfants de moins de deux ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes pour prévenir la malnutrition chez 600 000 personnes. En outre, des interventions ciblées seront menées pour renforcer la prévention des COVID et la capacité de réaction dans les zones de retour.

Moyens de subsistance, cette programmation est essentielle à la réintégration et au renforcement de la résilience et visera à la fois les rapatriés et les communautés d'accueil. L'agriculture étant la principale activité de subsistance dans les zones de retour, un soutien sera fourni pour renforcer les moyens de subsistance agricoles. Cela se fera par la fourniture d'outils et d'intrants agricoles et par des investissements ciblés dans les infrastructures de production. En outre, la création de revenus non agricoles sera soutenue par la promotion de la valeur ajoutée et d'autres activités génératrices de revenus liées à l'agriculture. L'aide comprendra également des interventions de renforcement des capacités des petits exploitants agricoles en matière de production, de traitement après récolte et de commercialisation, ainsi qu'un soutien aux efforts déployés par le gouvernement et les communautés pour promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles, notamment la gestion des sols et de l'érosion.

Compte tenu de la pression démographique et des limitations des terres agricoles disponibles dans les zones rurales du Burundi, les partenaires du programme JRRRP soutiendront également d'autres moyens de subsistance afin de promouvoir l'autonomie et d'améliorer la résilience des ménages. Les femmes et les jeunes feront l'objet d'une attention particulière. Les activités comprendront des projets à impact rapide (QIP) et des programmes communautaires à forte intensité de main-d'œuvre ou des programmes "argent contre travail". Des ménages sélectionnés de rapatriés et des communautés d'accueil seront aidés à mettre en place des activités génératrices de revenus (AGR) en renforçant les compétences et les connaissances et

en facilitant l'accès aux ressources financières⁸. Les ménages particulièrement vulnérables seront identifiés par le biais de processus d'autosélection communautaire et seront ciblés pour une aide directe en espèces. Des activités de stabilisation des moyens de subsistance à court terme axées sur un "filet de sécurité" seront fournies en accord avec les politiques et les programmes de protection sociale plus larges qui existent au niveau national⁹. Des options pour des moyens de subsistance "verts" et résistants au climat seront étudiées et mises en œuvre.

WASH. Des efforts seront déployés pour garantir que les personnes dans les zones de retour aient accès à de l'eau propre et potable et à des installations sanitaires adéquates. Cette activité est particulièrement pertinente en tant qu'activité de prévention dans le cadre de la pandémie COVID en cours.

Tableau de reintegration

PROTECTION					
	ACTIVITES	PARTENAIRES	POPULATION CIBLE	PROVINCES CIBLE (population d'accueil)	EXIGENCES FINANCIÈRES (USD)
Objectif: Veiller à ce que la population des zones cibles ait accès à la justice et à un soutien juridique					
1	Renforcer la capacité, la responsabilité et les connaissances des acteurs de la justice	PNUD	147,490 rapatriés	Bujumbura Cankuzo Kirundo Makamba	2,928,219
2	Assurer la disponibilité des avocats, de l'aide juridique et des systèmes parajuridiques	IRC, PNUD, HCR	47,395 communauté d'accueil	Muyinga Ngozi Rutana Ruyigi	
OBJECTIF: Fournir aux enfants des services de protection de l'enfance adéquats, notamment en matière de documentation et de regroupement familial					
1	Fourniture d'actes de naissance et autres documents juridiques	IRC, UNICEF	177,890 rapatriés	Bujumbura Cankuzo Kirundo Makamba	1,361,219
2	Fourniture de services de protection de l'enfance adéquats, y compris le regroupement familial	IRC, UNICEF, HCR	67,867 communauté d'accueil	Muyinga Ngozi Rutana Ruyigi	
OBJECTIF: Renforcer la cohésion sociale, la cohabitation pacifique, les relations entre les sexes et les droits de l'homme, et le développement communautaire participatif.					
1	Soutien aux dialogues communautaires pour la paix et la cohésion sociale.	WELTHUNGERHILFE, OIM, Help a Child, JRS, UNICEF, PNUD	186,000 rapatriés	Cankuzo Kirundo Makamba	7,858,000
2	Mener des actions de sensibilisation sur les droits de l'homme, l'accès aux services publics et les relations entre les sexes, etc.	WELTHUNGERHILFE, OIM, Help a Child, UNICEF, PNUD	258,979 communauté d'accueil	Muyinga Rumonge Rutana Ruyigi	

⁸ Cela comprendra une adaptation du "modèle de graduation", qui est un modèle d'aide à la fourniture d'un filet de sécurité initialement développé et mis en œuvre par la BM (et également mis en œuvre conjointement avec le HCR dans différents pays pour soutenir l'autonomie des populations réfugiées)

⁹ Cela peut également inclure toutes les politiques et interventions de protection sociale liées à COVID-19.

3	Soutien aux activités et événements communautaires communs	WELTHUNGERHILFE, OIM, Help a Child, JRS, PNUD			
OBJECTIF: Renforcer les voies d'orientation existantes pour les SGBV dans le but de leur garantir la pleine jouissance de leurs droits, la réduction des risques et la réintégration d'une réponse multisectorielle forcée.					
	Soutien aux centres de santé et aux services de lutte contre les SGVB, notamment par le biais d'organisations spécialisées.	OIM, IRC, ONU Femme		Bubanza Bujumbura Bujumbura rural Bururi Cankuzo Cibitoke Gitera Karusi Kayanza Kirundo Makamba Muramvya Muyinga Mwaro Ngozi Rumonge Rutana Ruyigi	2,719,317
	Distribution de kits de dignité	IRC, ONU Femme, FNUAP, HCR	256,121 rapatriés		
	Mener des actions de sensibilisation, des campagnes de prévention et des formations sur les SGBV.	IRC, ONU Femme, HCR	45,788 communauté d'accueil		
Total de la protection					14,866,756
EDUCATION					
Objectif: Assurer l'accès à une éducation de qualité					
	Construction/réhabilitation d'écoles et de salles de classe	WELTHUNGERHILFE, Help a Child, JRS, HCR	44,582 les enfants	Bujumbura Cankuzo Cibitoke Kirundo Makamba Muyinga Ngozi Rumonge Rutana Ruyigi	12,243,691
	Fourniture de formation et de matériel scolaire	Help a Child, JRS, UNICEF, HCR	rapatriés en		
	Soutenir l'alimentation scolaire	WELTHUNGERHILFE	âge scolaire		
	Mettre en place des programmes d'apprentissage pour les enfants non scolarisés	Help a Child, JRS, UNICEF, HCR	54,017 communauté d'accueil		
Total de l'éducation					12,243,691
SANTÉ ET NUTRITION					
Objectif: Améliorer l'accès à des services de santé et de nutrition de qualité.					
	Assurer la disponibilité du personnel médical, des fournitures et de la gestion des cas	OIM, UNICEF, HCR	142,890 rapatriés	Bujumbura Cankuzo Kirundo Makamba Muyinga Ngozi Rumonge Rutana Ruyigi	8,508,579
	Renforcer les systèmes de surveillance et d'orientation	OIM, HCR	286,867 communauté d'accueil		
	Assurer le dépistage et le suivi de la malnutrition aiguë sévère (SAM) et de la malnutrition aiguë modérée (MAM)	WELTHUNGERHILFE			
	Assurer la disponibilité du dépistage, du conseil et du traitement du VIH/SIDA	HCR			
OBJECTIF: Soutenir la capacité de prévention et de réaction de COVID					
	Activités de prévention du Covid-19	ONU Femme, HCR	142,890		34,000*

Installations d'isolement et de quarantaine du Covid 19.	HCR	rapatriés 42,867	Bujumbura	
Activités de dépistage et de traitement du Covid-19	HCR	communauté d'accueil	Bujumbura rural Kirundo Makamba Muyinga Ngozi Ruyigi	

Total santé et nutrition 8,542,579

LOGEMENT, TERRES ET PROPRIÉTÉS

Objectif: Garantir aux populations vulnérables des abris dignes et l'accès à la terre

Fourniture d'abris d'urgence	OIM, HCR		Bujumbura	
Fourniture d'une aide au loyer	OIM	192,890 rapatriés,	Cankuzo	
Soutenir les processus juridiques et communautaires visant à déterminer la propriété des terres et des biens et à obtenir des documents.	OIM	72,867 communauté d'accueil	Kirundo Makamba Muyinga Ngozi Rutana Ruyigi	11,283,396

Total des logements, terrains et propriétés. 11,283,396

LE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET DES COMPÉTENCES

OBJECTIF: Renforcer les compétences et les atouts de l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire

Fourniture de kits et d'outils agricoles	WELTHUNGERHILFE, FAO, Help a Child			
Investissements dans les équipements/infrastructures de production et/ou dans l'énergie.	Help a Child			
Renforcement des capacités des petits exploitants agricoles en vue d'accroître la production, le traitement post-récolte et la commercialisation	WELTHUNGERHILFE, Help a Child, PAM	21,380 rapatriés 17,700 communauté d'accueil	Cankuzo Gitera Karusi Kirundo Makamba Muyinga Rumonge Rutana Ruyigi	7,657,323
Utilisation et gestion durables des ressources naturelles, y compris la gestion des sols et de l'érosion	Help a Child, PAM			
Soutenir les initiatives de génération de revenus par l'ajout de valeur et d'autres activités génératrices de revenus liées à l'agriculture.	FAO, Help a Child, PAM			

OBJECTIF: Renforcer les stratégies de moyens de subsistance alternatifs des ménages pour favoriser leur autonomie

Soutenir les ménages par le biais de projets à impact rapide	OIM, PNUD, HCR		Bujumbura	
Fourniture d'une assistance en espèces.	PNUD, HCR	259,890 rapatriés	Cankuzo	
Programmes communautaires à forte intensité de main-d'œuvre et/ou programmes "argent contre travail".	OIM, PNUD	245,293 communauté d'accueil	Kirundo Makamba Muyinga Ngozi Rutana Ruyigi	6,637,597
Aider les ménages à créer des AGR, notamment par	PNUD, HCR			

l'accès à des ressources financières; approche de la graduation.					
Formation professionnelle et développement des compétences.	PNUD, HCR				
Total des moyens de subsistance et du développement des compétences.					14,294,920
WASH (Eau, Assainissement & Hygiène)					
Objectif: Veiller à ce que la population concernée ait accès à une eau propre et potable et à des installations sanitaires adéquates.					
Fourniture d'eau potable et promotion de l'hygiène.	WELTHUNGERHILFE, OIM, IRC, UNICEF, HCR	101,000 rapatriés	Bujumbura		
Construction et réhabilitation de latrines.	OIM, HCR	626,000 communauté d'accueil	Cankuzo Kirundo Makamba Muyinga Ngozi Rutana Ruyigi		
Total de WASH					6,880,586
TOTAL DE LA RÉINTÉGRATION					68,111,929

* Les besoins financiers de la Welthungerhilfe n'étaient pas disponibles au moment de la publication*

Partenariat et coordination

Lors du dernier groupe de travail technique tripartite sur le retour volontaire des réfugiés burundais organisé à Kigoma, en Tanzanie, du 22 au 24 juillet 2020, il a été recommandé de créer une plateforme pour la coordination de la réintégration des rapatriés. Répondant à la nécessité d'harmoniser les interventions et de renforcer la coordination au sein de la communauté internationale, le JRRRP présente un cadre coordonné réunissant un large éventail de partenaires, agences des Nations Unies et ONG, pour soutenir le rapatriement ainsi que la réintégration.

Le JRRRP 2021 rassemble 20 partenaires au Burundi et comprend des ministères du gouvernement, des agences des Nations unies et des ONG, notamment le ministère de l'intérieur, le ministère des droits de l'homme, des affaires sociales et du genre, le ministère de l'éducation, le ministère de la santé, le ministère de la jeunesse, le HCR, le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, la FAO, l'ONU Femmes, le PAM, l'OMS, l'ONUSIDA, l'OIM, CARE, la RDC, le CRI et le JRS. Le directeur général pour le rapatriement, la réintégration et la réinstallation du ministère de l'intérieur gère la coordination des retours de réfugiés avec le soutien du PNUD (en tant que chef de file pour la réintégration) et du HCR (en tant que chef de file pour le rapatriement) et des autres partenaires du JRRRP.

Comme le souligne la section "Lier les cadres d'action humanitaire et de résilience", le JRRRP 2021 est étroitement lié aux plans humanitaires et de développement existants, notamment le Plan national de développement, le PNUAD, le PRH et le PRR régional du Burundi. Le JRRRP cherche à capitaliser sur les mécanismes de coordination existants, tels que le mécanisme de renvoi transfrontalier coordonné de la RDC, financé par ECHO, et les systèmes de suivi, y compris le suivi continu de la protection des rapatriés par le HCR, pour assurer une réponse de réintégration intégrée et globale.

En plus des mécanismes de coordination existants pour le retour volontaire des réfugiés burundais, le directeur général du rapatriement, de la réintégration et de la réinstallation, le PNUD et le HCR, en coordination avec d'autres parties prenantes, revitaliseront un mécanisme de coordination nationale et un

plan d'action pour promouvoir des solutions durables et la résilience au niveau communautaire. Le JRRRP fera partie intégrante de ces efforts nationaux et constitue le cadre d'appui coordonné de la communauté internationale.

La nature intégrée du plan et la complexité des actions proposées exigent un mécanisme de coordination solide. Les partenaires engagés dans les mêmes secteurs sont censés élaborer une programmation et une planification communes, coordonner les activités au sein des mêmes secteurs et finalement - bien que ce ne soit pas obligatoire - élaborer des programmes communs.

LES TABLEAUX D'EXIGENCES FINANCIERS

Par agence et type

Agence* **	Exigences de rapatriement	Exigences de réintégration	Total General
FAO		3,200,000	3,200,000
Help a Child	400,000	690,000	1,090,000
OIM		25,500,000	25,500,000
ONU Femme		234,598	234,598
FNUAP		214,500	214,500
UNICEF		3,645,000	3,645,000
PNUD		3,899,000	3,899,000
PAM	8,383,758	4,317,323	12,701,081
HCR	27,452,291	15,471,508	42,923,800
IRC		540,000	540,000
JRS		10,400,000	10,400,000
Total général	36,236,049	68,111,929	104,347,979

* Les besoins financiers de la Welthungerhilfe n'étaient pas disponibles au moment de la publication.

** Le conseil danois pour les réfugiés (DRC) ne figure pas dans le tableau des besoins financiers car il travaille dans le cadre d'un accord de partenariat avec le HCR.

Par secteur et type

Secteur	rapatriement	réintégration	Total General
Education		12,243,691	12,243,691
Sécurité alimentaire	8,383,758		8,383,758
Santé et nutrition		8,542,579	8,542,579
Logement, terres et propriétés		11,283,396	11,283,396
Moyens de subsistance et développement des compétences		14,294,920	14,294,920
Protection	3,114,745	14,866,756	17,981,501
Abri et Article Non-Alim.	5,069,112		5,069,112
WASH		6,880,586	6,880,586
CBI	19,668,434		19,668,434
Total général	36,236,049	68,111,929	104,347,979

